



**Syndicat SUD**  
**Commerce & Services**  
Rhône-Alpes-Auvergne



**Communiqué de presse-----communiqué de presse-----**

**vendredi 19 mars 2021**

## **TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE VERSAILLES**

**Du 22 mars au 2 avril 2021**

### **Ouverture du procès IKEA**

Enfin le procès pour fichage par IKEA des syndicalistes, de l'ensemble des salarié.es et même des clients avec la complicité active de plusieurs fonctionnaires de police couverts par une partie de leur hiérarchie va débiter après 10 ans d'instruction.

Au rang des accusé.es :

- IKEA France
- Deux anciens présidents d'IKEA France
- L'ex DRH d'IKEA
- Le responsable national de la sécurité IKEA
- Des directeurs de magasin
- Des anciens policiers recyclés dans des sociétés de sécurité au service de dictateur africain et d'IKEA
- Des policiers de base ou des renseignements généraux

De 2000 à 2012, IKEA était prêt à dépenser des centaines de milliers d'euros pour obtenir de policiers les fichiers STIC (système de traitement des infractions constatées) de syndicalistes et plus largement de l'ensemble des salarié.es.



**Syndicat SUD**  
**Commerce & Services**  
Rhône-Alpes-Auvergne



Ainsi à chaque ouverture de magasins une liste de l'ensemble des salarié.es était envoyée à la société EIRPACE dirigé par un ancien policier qui renvoyait la fiche police STIC pour la modique somme de 80 euros par salarié.e.

Après la grève de 2010 très suivie à Franconville, IKEA dépensait jusqu'à 1 million d'euros pour enquêter et essayer de "faire tomber " les syndicalistes qui avaient animé la grève allant jusqu'à recruter des "fausses caissières" pour espionner les syndicalistes.

A IKEA St Priest (Rhône) le directeur de la sécurité envoyait à la police le numéro d'immatriculation du véhicule du délégué SUD en leur demandant d'enquêter sur la façon dont il avait acquis cette voiture et comment il l'avait payé.

Tels des délinquants chevronnés, certains hauts cadres d'IKEA et quelques policiers barbouzes ont su garder le silence lors des premiers interrogatoires et faire disparaître en quelques jours après le premier article du canard enchaîné une grande partie des dossiers. Ainsi le coffre d'IKEA a été vidé et 100 kilos de documents ont été brûlés par la société EIRPACE de l'ancien policier.

Les syndicats SOLIDAIRES et SUD Commerce et Services sont parties civiles à ce procès révélateur de partenariat étrange entre délinquant patronaux et policiers peu scrupuleux.

Nous demandons un jugement exemplaire et l'exclusion de la police de tout policier ayant transmis les fichiers STIC.

Leschiera Frédéric  
SUD COMMERCE ET SERVICES  
125 rue Garibaldi 69006 Lyon  
06 51 25 40 77